

LA LIBERATION DU CONGO DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION

par Stefaan Marysse

The liberation of Congo cannot only be understood as either the creation of "another Africa", (created by Africans for Africans) or from the perspective of the "Plot theory", in which the take-over of certain regimes is supported by the economic agenda of the United States or other hegemonic states. Although there are several coincidences which might point in the direction of either thesis, it nevertheless does not sufficiently explain the position of the United States in the Great Lakes Region and particularly their position taken during the liberation of Congo. This position should be situated in a context of the geopolitical changes taking place since the end of the cold war era, resulting in the withdrawal of European support to Africa.

The political agenda of the United States in Africa can be found in the containment of fundamentalist influences in the region. The economic agenda aims at increasing the economic performance and growth in Africa and in the same vein enhance the economic interests of multinational capital. Indeed, on an international level, Sub-Sahara-Africa remains economically marginalised despite relative important aid flows and hence, it is argued, more of the same will not solve Africa's problems. Therefore we see an overall decline in terms of aid given by the United States and Europe. The United States consequently changed its discourse, putting more emphasis on trade and investment instead of aid. They also implicitly emphasise the importance of regional stability at all costs, even if this reduces the priority given to democratisation and human rights, although this highly valued priority is still rendered a lot of official lip service.

On the side of the African leaders, there is a change in discourse as well: they claim an Africa for the Africans thereby refusing any interference of Western powers. In this context Uganda became an economic and political model, approved and supported by the United States. But there are serious doubts as to whether this model can be exported to other countries in the region, especially Congo, a country in which the conditions are totally different.

Despite the weak economic position of Congo on a world scale, it is clear that there is a scramble among multinationals to obtain the (future) rights over the mineral resources and this can be a serious threat for the country. The current political and disastrous economic situation -after 30 years of Mobutu regime- does not put Congo in a strong position to negotiate with international companies and it might therefore be tempted to succumb to the one who offers most, thereby fulfilling the „plot Theory“.

The problem is not that international capital is interested in the exploitation of these mineral resources, but that within the new international discourse on "trade not aid" it would only be limited to that. Without substantial aid in the short and medium term an inductive economic environment enhancing the entitlements of Congo's population cannot only be created by small islands of international investment. Indeed these investments have but very small forward and backward linkages to the whole of the economy. In this sense the danger for "une Afrique des comptoirs" is not an ideological chimera.

1. INTRODUCTION

Deux thèses radicalement différentes s'affrontent concernant le poids des différents acteurs dans la guerre de libération du Congo-Kinshasa, la première est celle de "l'autre Afrique", la seconde est celle de l'Afrique des comptoirs. La première porte sur le "re-dessinement" de l'Afrique par les Africains eux-mêmes; ainsi, en parlant de la guerre de "libération" du Congo, J. Nyerere déclare que celle-ci était «du début à la fin une affaire des Africains, et les occidentaux ont été quasiment impuissants»¹. L'autre thèse est celle de

¹Le monde diplomatique, juillet 1997.

l'Afrique des comptoirs dont l'*Executive Intelligence Review* est l'un des défenseurs farouches et selon laquelle les enjeux économiques, principalement les grands intérêts miniers mondiaux, sous-tendent la politique des Etats-Unis en Afrique et la mise en place ou le renforcement d'un leadership africain propice à leurs propres intérêts économiques.

Incontestablement, une “*autre Afrique*”² est en train de se dessiner; une Afrique qui fait table rase des régimes néo-coloniaux ancien style, de nouvelles alliances se scellent entre responsables nationaux. Leur autonomie s'est accrue de manière évidente face au désengagement politique et militaire des anciennes puissances coloniales. Ces nouveaux leaders africains imposent leur propre régime politique (comme par exemple, le “*democracy-non party system*”), et ils refusent l'ingérence des organisations des droits de l'homme.

Pour les pays de l'Afrique des Grands Lacs, l'autonomie des nouveaux chefs africains est un fait et une nouvelle alliance semble se nouer au-delà des frontières nationales instaurées à la conférence de Berlin en 1885. Cependant, cette autonomie semble être très relative et la nouvelle alliance Museveni, Kagame, Kabila fragile. Cette autonomie est relative parce qu'il est certain que sans appui plus ou moins couvert de l'extérieur (intérêts miniers, Etats-Unis, institutions financières internationales), la guerre n'aurait pas pu aboutir. La nouvelle alliance politique africaine est ensuite fragile parce que les agendas, stratégies, intérêts géopolitiques et trajectoires socio-politiques sont forts divergents, parfois même contradictoires comme le démontrent les récents événements dans l'Est du Congo.

Pour montrer la complexité des enjeux, nous allons, dans un premier point, situer la guerre du Congo dans le contexte de la mondialisation et des glissements géo-politiques des dernières années, d'abord au niveau des discours des différents acteurs internationaux, pour, ensuite, voir si les faits et logiques propres à ces acteurs internationaux correspondent à leurs discours. Dans un second point, nous aborderons le contexte régional de l'Afrique des Grands Lacs et la thèse de “*l'autre Afrique*”. Ici, également, nous aborderons les discours, les faits et les logiques des acteurs. Enfin, nous nous concentrerons sur le Congo et la mondialisation avec l'enchevêtrement des logiques différentes, les opportunités, les résistances et les hésitations relatives à l'après-guerre de “*libération*”.

2. LE CONTEXTE INTERNATIONAL: MONDIALISATION ET GLISSEMENTS GEO-POLITIQUES

2.1. Le discours: de l'Afrique des ténèbres à l'avenir radieux

Voici une décennie à peine, le discours sur l'Afrique Sub-Saharienne était empreint de pessimisme généralisé. Le rapport Berg³ était le premier à sonner l'alarme disant que l'Afrique risquait d'être marginalisée dans le système mondial. La responsabilité incombait surtout à la généralisation du clientélisme qui empêchait tout élan de progrès. L'initiative privée était bloquée par les enjeux politiques qui entravaient le bon fonctionnement des marchés.

Bref, était mise en exergue l'inefficacité du modèle néo-colonial avec des rentes exorbitantes pour les élites. Le soutien et, parfois, la mise en place de ces mêmes régimes étaient passés sous silence. Par contre, les résultats du non-fonctionnement des marchés, bloqués par le ou les politiques étaient largement diffusés. L'Afrique avec ses 540 millions d'habitants exportait moins que Singapour avec ses 3 millions d'habitants. La part de l'Afrique Sub-Saharienne (ASS) dans le commerce international était tombé de 3% à 1,5% au début des années 90. Les investissements étrangers avaient atteint le niveau insignifiant de 900 millions USD en 1990 alors qu'il étaient encore de 2,5 milliards d'USD au début de la décennie. Son produit régional brut équivalait approximativement à celui de la Belgique avec ses 10 millions d'habitants. Pire encore, le niveau de la production vivrière était inférieur à celui de 1970. Mais en termes d'aide, l'Afrique recevait proportionnellement plus: avec ses 10% de la population mondiale, elle recevait 30% de l'aide mondiale⁴.

²Le monde, 27 mai 1997.

³World Bank, *Accumulated Development in Sub-Sahara Africa: An Agenda for Action*, Washington D.C, 1981.

⁴MARYSSE, S., “Afrika: crisis als Katharsis”, *Streven*, Antwerpen, mei, 1995.

A partir des années 80, les institutions financières internationales réagissent et appliquent leur thérapeutique sur le continent africain afin de les mettre dans le “*courant des nations*”. Celle-ci s’accompagne d’un autre discours sur l’Afrique mettant en exergue les performances économiques de certains pays africains. Le président Clinton s’y est engagé dans son allocution au Congrès le 17 juin 1997, discours préparatoire au sommet des G-7 à Denver qui s’est déroulé entre le 20 et le 22 juin⁵. Le président résume les “*succès dramatiques*” sur lesquels l’on va construire une autre Afrique. «...*but there really is a dynamic new Africa out there... Since 1990, the number of democracies in Sub-Saharan Africa has more than quadrupled. Now more than half the region’s 48 states have freely chosen their leaders. Many are embracing economic reform, opening markets, privatising... Growth has more than tripled since 1990. The economies in such countries as Senegal, Mozambique, Côte d’Ivoire are expanding at rates up to 7% a year. Ethiopia was not long ago gripped by famine; it grew by 12% last year. Uganda, once a byword for tragedy has become a magnet for investment; it grew almost 10% last year.*»⁶ Au début du mois d’août, ce discours a été repris quasi littéralement en Afrique à Harare lors du sommet américano-africain, le pendant récemment créé du sommet des états francophones d’Afrique.

Ce qui ressort de cette nouvelle politique américaine est avant tout un retour aux idées du début des années soixante où la première conférence sur le commerce et le développement (CNUCED, 1964) s’intitulait “*trade not aid*”.

Ensuite, (et ici, nous anticipons sur certains commentaires développés dans les points suivants), l’aide totale des Etats-Unis (EU) pour l’Afrique est de 1 milliard d’USD par an -qu’il faut cependant comparer aux 3 milliards d’USD d’aide au seul état d’Israël. La nouvelle politique consiste donc en une réactivation des intérêts mutuels pour le commerce, dans lequel l’intérêt des Etats-Unis est actuellement plutôt symbolique. Enfin, l’appui à la démocratie et à la défense des droits de l’homme est relégué au dernier point de la nouvelle politique, sans engagement en termes financiers.

Le président Clinton n’est pas le seul à changer de ton sur l’Afrique. Les violons se sont mis au diapason. S’agit-il d’un discours sur une réalité changeante ou plutôt d’un discours volontariste? Pour répondre à cette question, essayons de dégager les deux acteurs ou les logiques prédominant après la guerre froide.

2.2. Logiques du capital et pouvoir hégémonique

Pour des raisons analytiques, nous distinguons les différentes logiques et les acteurs (ici, le capital et le pouvoir hégémonique qui sont les Etats-Unis). Entre ces logiques et ces acteurs, il existe une osmose de contacts professionnels, personnalisés, d’amitiés (intéressées) et de passions qui, mieux que les discours font comprendre des réalités parfois contradictoires mais difficilement explicables. L’exemple d’osmose entre les républicains américains et le capital international est bien documenté dans les publications de l’Executive Intelligence Review et d’autres⁷. Ainsi l’ancien chef de la CIA et ex-président des Etats-Unis occupe une position clé dans Barrick Gold Corporation comme conseiller honoraire. Il a accepté ce poste après sa présidence et après la fulgurante ascension de la firme sur le marché mondial de l’or. L’ascension de cette entreprise résulterait de la vente contestée d’une concession importante aux Etats-Unis sous la présidence de... George Bush⁸. Cette osmose n’est certes pas le monopole des républicains américains. Ainsi, n’y a-t-il pas un lien entre le regain d’intérêt pour l’Afrique du côté du président des Etats-Unis et le financement d’une partie de sa campagne électorale par M.Tempelman, directeur de Lazare Kaplan International? Il s’agit

⁵US EMBASSY, “Clinton unveils new partnership on african trade” et “Africa Trade initiative to build on “dramatic” success”, *Africa Report*, 30 juin et 8 août 1997.

⁶*Africa Report*, 30 juin 1997.

⁷PELEMAN, J., “Kongo-Zaïre: de privatisering van een conflict”, *IPIS Informatief*, Antwerpen, juni 1997.

⁸*EIR*, january 1997.

d'une société américaine de vente de diamant⁹ qui opère surtout en Angola et fait des affaires aussi bien du côté de Savimbi que de celui du président Dos Santos.

Ces exemples montrent, certes, qu'il existe une importante convergence d'intérêts économiques et politiques mais également, que les parties et les logiques influencent la réalité et qu'il ne faut pas tomber dans le piège des théories de complot. Ainsi, Barrick a d'abord négocié avec le gouvernement Kengo qui, lui, répondait aux pressions de la Banque Mondiale qui, à son tour, était convaincue que la privatisation est un élément nécessaire dans le redressement de l'Afrique. Si la thèse de l'Afrique des comptoirs était correcte, Kengo et Mobutu auraient eux-mêmes mené l'affaire et il n'aurait pas fallu financer la campagne de guerre de Kabila. Espérant s'approprier la rente minière dans le nouveau Congo, les entreprises se sont plutôt adaptées le plus rapidement possible à la nouvelle réalité, plutôt qu'elles n'ont planifié d'avance la poudrière dans la région des Grands Lacs. Pour cela, il fallait des relais régionaux dont les plans concordaient avec la quête des rentes minières.

2.2.1. Les Etats-Unis et les glissements géo-politiques après la guerre froide

Si deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui en souffre. Si deux éléphants font l'amour, c'est encore l'herbe qui en souffre (adaptation d'un proverbe africain).

a. Pendant la guerre froide

Pendant la période de la guerre froide, la politique des Etats-Unis envers l'Afrique était déterminée par la position marginale de celle-ci en politique étrangère et donc, d'autres aspects avaient la priorité. L'Alliance Atlantique (OTAN) était au coeur de la politique étrangère et dès lors, tout conflit entre alliés devait être évité. Ainsi les Etats-Unis et leur président reconnaissaient et respectaient les zones d'influence européennes en Afrique. Ce n'est qu'au moment des crises et suite au désengagement des anciennes métropoles que les Etats-Unis entrent dans le vide militaro-politique.

b. Après la guerre froide

La croisade contre le communisme s'est d'abord muée *en campagne pour le marché libre, la démocratisation et la défense des droits de l'homme*. Cependant, cette nouvelle politique initiée par l'administration Carter (et qui devait s'amplifier sous l'administration Clinton) s'est vite effritée au cours de la seconde législature de Clinton. En effet, l'aide et la conditionnalité politique a inspiré et a été suivi par tous les pays donateurs, politique qui n'a pas été sans répercussions graves pour l'Afrique. Cependant, les Etats-Unis se sont vite heurtés à *deux contradictions inhérentes* à cette politique. D'abord, parce que les budgets d'aide des Etats-Unis, mais aussi d'autres états, se réduisent inexorablement et n'augmenteraient pas, même si les pays africains adoptent (très) rapidement des mesures de démocratisation tous azimuts. Ensuite, parce que la lutte contre l'expansion du fondamentalisme islamique perçue comme nouvel enjeu d'influence politique poussait au dernier plan des priorités les idéaux de démocratisation et de défense des droits de l'homme, de même que l'influence grandissante des bureaucraties américaines (vu le faible intérêt public de l'Afrique aux Etats-Unis). C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre le discours du président Clinton du 17 juin 1997. La nouvelle politique promet beaucoup mais elle ne s'engage à presque rien: *stabilité politico-militaire et appui à la mondialisation* sont les véritables mobiles de la nouvelle politique américaine. Cette stabilité politico-militaire réussira-t-elle à contenir le cercle vicieux de violence déclenché dans les pays des Grands Lacs en soutenant l'axe Museveni, Kagame et Kabila? Ceux-ci semblent miser sur une force militaire de répression pour rétablir la paix et sur les effets positifs du processus de

⁹ *Jeune Afrique*, juillet 1997.

mondialisation qui leur permettrait de sortir la région du marasme économique, et, de ce fait, enrayer les causes économiques de la violence. Tournons-nous maintenant vers ces promesses de mondialisation.

2.2.2. *Mondialisation et investissements étrangers en Afrique*

Le processus de “*mondialisation*” est la dernière phase de l’accumulation du capital, qui, depuis la disparition de l’Union Soviétique, se réalise à l’échelle mondiale. Ne faisant l’objet d’aucune contestation d’aucune part, les forces du “*marché*” sont présentées comme la seule alternative au développement, qui, certes, nécessitent parfois des adaptations pénibles aux changements rapides mais qui seraient, pour ceux qui s’y soumettent, prometteuses d’une croissance à l’échelle mondiale et donc d’une augmentation des choix et des possibilités. Dans le cadre de cet article nous décrivons les principaux indicateurs de ce processus, puis nous commenterons les résultats équivoques de cette mondialisation et, enfin, nous situerons les pays des Grands Lacs dans ce processus.

a. Les indicateurs de la mondialisation¹⁰

Depuis la deuxième guerre mondiale, la croissance du commerce international a été supérieure au taux de croissance de la production mondiale. La croissance du rapport commerce mondial sur la production mondiale a été trois fois plus rapide durant la décennie 80-90 que celle de la décennie 70-80. Ceci démontre:

- que les marchés internes sont de moins en moins importants pour la croissance;
- que l’extérieur et les débouchés externes jouent un rôle de plus en plus important pour les conditions internes de la croissance et de l’emploi et que donc les degrés de liberté des politiques économiques nationales sont de plus en plus réduits et dépendant de l’accumulation des entreprises sans nationalité;
- que ces processus d’interdépendance mondiale généralisée, et donc cette perte d’importance du champ national en matière économique, se font de plus en plus vite.

Les flux financiers mondiaux ont connu une expansion encore plus fulgurante. En 1995, le montant du chiffre d’affaire *journalier* se chiffrait à mille trois cents milliards USD. Le commerce mondial en marchandises et en services non facteurs *annuels*, était, par contre, de 4 mille milliards USD. Ceci signifie que les flux financiers mondiaux surpassent de manière vertigineuse le flux de marchandises dont certains constituent les investissements directs étrangers. Le talon d’achille du système mondial se situe donc dans les possibilités de crises financières causées par des facteurs psychologiques incontrôlables. Le chiffre d’affaires annuel des filiales de ces entreprises multinationales se chiffre à cinq mille cinq cents milliards USD, montant de loin supérieur à celui du commerce international en marchandises. Vu la tendance que, d’une part, le commerce mondial devient de plus en plus important comparé à la production intérieure et que, d’autre part, les multinationales produisent un chiffre d’affaires plus important que le commerce international, l’on ne peut qu’en conclure que le pouvoir économique se concentre davantage au sein de ces grandes entreprises.

Les PVD ont largement accru leur part dans cette internationalisation non seulement en termes absolus mais aussi en termes relatifs. Leur part dans le commerce international a augmenté constamment de 33% en 1980 à 45% en 1995. Il en est de même pour les investissements directs étrangers (IDE). En 1970, ils ne représentaient que 5 milliards de dollars. Depuis lors, ils ont été multipliés par 35 pour atteindre un montant de 175 milliards USD. Ces chiffres voilent l’écart entre nations riches et pauvres. En effet, si le problème se pose de moins en moins en termes de pays développés et de pays en voie de développement, le développement inégal subsiste toujours parmi les nations (ou régions): si certaines accèdent rapidement à un statut de pays développé, une vingtaine de pays, situés principalement en

¹⁰KAUL,I., “Mondialisation and Human Capital : Policy lessons and options for the future”, *EADI General Conference*, European Association of Development Institutes, Vienna , 11-14 september, 1996.

ASS, connaissent, au contraire, une régression économique importante. Ainsi, l'ASS avec ces 540 millions d'habitants exporte et importe à peu près la même quantité que le Singapour avec 3 millions d'habitants. Et, bien que les investissements à destination de l'ASS aient triplé au cours de ces 10 dernières années, leur part dans les investissements directs étrangers reste très marginale (4,5 sur 175 milliards USD ou 2,5% du total mondial).

b. Les résultats équivoques de la mondialisation

Dans le *New York Times* du 13 juillet 1996, J.K Galbraith écrivait «*The economic News on Friday was so good it was a disaster*». En effet, le Dow Jones accusait une forte baisse suite à l'annonce du ministère du travail d'une baisse du chômage à son niveau le plus bas depuis des décennies, à savoir 5%. Ce niveau bas de chômage, socialement considéré comme bon indicateur, pouvait en effet provoquer une accélération de l'inflation sur les marchés financiers, et, donc, une hausse du taux d'intérêt, un ralentissement de la croissance et des profits des entreprises, etc.

La mondialisation s'est surtout accélérée à partir des années 80 avec un essor vertigineux à partir de la fin de la guerre froide. Pourtant, les résultats en matière de croissance, de répartition de revenu, d'accès à l'emploi et de sécurité humaine sont pour le moins mitigés. Tout d'abord en matière de *croissance*, un certain ralentissement des taux est perceptible dans les années 90 en comparaison avec la période 45-73. Pour les pays de l'OCDE, ce taux était de 3,0%, 1,2% et -0,1% respectivement pour les périodes 1966-1973, 1974-1990 et 1991-1994, tandis que pour les pays en voie de développement, celui-ci s'élevait successivement à 3,5%, 1,7%, et 2,9% pour les mêmes périodes¹¹. En ce qui concerne la *répartition de la croissance et du revenu*, le tableau est plus sombre. Ainsi, la part des 20% de la population mondiale la plus riche a augmenté de 70 à 85% entre 1960 et 1991 tandis que la part des 20% les plus pauvres est tombée de 2,3% à 1,4% durant la même période. Cette inégalité mondiale s'est doublée d'une inégalité croissante dans certains pays du Sud comme dans les pays de l'OCDE. Ainsi, les salariés spécialisés augmentent leur revenu au détriment des travailleurs non-qualifiés (aux Etats-Unis, par exemple, 64% de la somme totale des salaires vont à 1% des salariés les mieux payés). Les 500 plus grandes entreprises voient leur *profit* augmenter de 60% en 1994 uniquement¹². Enfin et surtout, la mondialisation met sous pression les *stratégies humaines de sécurité*¹³. Quand les économistes disent que tous les individus suivent au mieux leurs intérêts propres (Smith), et que tous tentent de maximiser leur "fonction d'utilité" (néo-classiques), en le disant, ils nient toute spécificité historique et les contradictions entre ces différents vecteurs d'utilité. En fait, le bien-être des individus, qui devrait être le but de l'activité économique, est le résultat, «*tant de la consommation de biens et de services produits par le marché et les entreprises que du sentiment de sécurité et de possibilité de reproduction intergénérationnelle*». Or, cette dernière est souvent antagonique à la production marchande. Dans les sociétés pré-capitalistes, la reproduction générationnelle des êtres humains dépendaient en grande partie de leur accès à la terre et aux ressources naturelles communes. La violence, l'atteinte à la reproduction générationnelle et aux stratégies sécuritaires étaient souvent associées au vol et à l'échange qui se confondaient, comme par exemple, à l'époque de l'accumulation primitive (1500-1800). Après la grande période de transformation (K.Polany) où la terre et le travail deviennent des marchandises, le cadre des stratégies humaines de sécurité s'est adapté. Pour leur sécurité et la survie, les êtres humains deviennent dépendant du salariat et l'espace national a repris le cadre sécuritaire de reproduction. Or, dans les sociétés dites en développement, ces phases s'enchevêtrent. Ces stratégies sont mises en difficulté par le processus de mondialisation où les espaces nationaux perdent de leur importance et où la sécurité de l'emploi est remise en question un peu partout

¹¹World Bank, "Global Economic Prospects and the Developing Countries" in *WORLD DEVELOPMENT REPORT*, Washington D.C, 1996, pp. 66-77.

¹²*Fortune*, 7 août 1995.

¹³VINOKUR, "Mondialisation, compétitivité et sécurité humaine", *EADI VIII general Conference*, Vienne, 11-14 septembre, 1996.

au nom d'une plus grande flexibilité. La mondialisation pourra-t-elle garantir à un autre niveau un nouveau cadre pour assurer la sécurité humaine et la reproduction générationnelle? Si oui, laquelle? Si non, comme le dit Wallerstein: «*l'empereur* (le système mondial de marché) *a perdu sa feuille de vigne et se retrouve nu*». Par cette image, Wallerstein signifiait par là que, dans le contexte de la guerre froide, le manque de développement pouvait être attribué au mauvais système. Actuellement, alors que la logique du marché prédomine sans être contestée, il sera plus difficile de trouver un bouc émissaire pour l'exclusion et le mal-développement.

c. Les pays des Grands Lacs et la mondialisation

La confrontation des chiffres des investissements directs étrangers des pays à faible revenu et en Afrique (voir tableau ci-dessous) avec le discours sur l'avenir radieux de l'Afrique apporté par la vague de la mondialisation, engendre un certain scepticisme. Bien que les investissements étrangers aient presque triplé au cours des années 90, ils paraissent bien peu significatifs comparés au décuplement de ceux-ci vers d'autres horizons comme l'Asie et l'Amérique Latine. De même, en termes absolus, ils ne représentent que 4% des investissements étrangers totaux vers les pays à faibles revenus. L'Afrique semble encore loin de sortir de sa position marginale au sein du système mondial.

Investissements directs étrangers aux Pays à faible Revenus et l' Afrique Sub-Saharienne (ASS) en millions d' USD

	1970	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
BURUNDI	0	1	1	1	0	0	2	
CONGO (BRAZA)	0	0	0	0	0	0	1	
KENYA	14	57	19	6	2	4	32	
RWANDA	0	8	5	2	3	1	1	
UGANDA	4	0	1	3	55	88	121	
TANZANIE	0	0	0	12	20	50	150	
ZAÏRE	0	-12	15	1	1	1	1	
PAYS A FAIBLES REVENUS	196	4.509	7.132	13.870	31.995	39.120	41.570	49.492
A.S.S.	428	926	1.597	816	1593	3.113	2.157	2.611

source: WORLD BANK, *Global Development Finance 1997. Volume 2. Country Tables*, Washington, World Bank, 1997; WORLD BANK, *Trends in Developing Economies 1996*, Washington, World Bank, 1996.

**Un service de la dette cinq fois supérieur aux investissements étrangers
(en milliards d'USD)**

	1980	1990	1995	1996
DETTE EXTERIEURE	84,3	186	226	235,4
SERVICE DE LA DETTE	0,9	15,2	13,6	12,6
BALANCE COMMERCIALE	2,2	(0,6)	(11,4)	(11,5)
INVESTISSEMENTS ETRANGERS DIRECTS	0	0,9	2,2	2,6
RAPATRIEMENT DE BENEFICES DES SOCIETES TRANSNATIONALES	0,4	4,5	4,4	4,2

source: WORLD BANK, *World Debt Tables*, Washington; *Global Development Finance*, Washington, 1997, vol.I.

3. LE CONTEXTE REGIONAL: L'AUTRE AFRIQUE

3.1. Discours: "trade not aid" et solutions politiques "africaines"

Depuis la fin de la guerre froide, le *discours et la perception des problèmes africains* ont *changé* substantiellement dans le chef des leaders africains et cela, au-delà du clivage Afrique francophone et influence anglo-saxonne. Ainsi, Ngoupande, le premier ministre de la République Centrafricaine déclarait dans un interview à Jeune Afrique «*qu'il est temps que nous cessions de rejeter systématiquement sur le monde extérieur toute la responsabilité de nos errements... ce discours facile nous infantilise, il nous endort et il est la cause majeure de notre marginalisation*»¹⁴. L'acceptation de la dévaluation du franc CFA en 1994 fut une décision difficile mais aussi *le symbole d'un temps révolu*. Le rattachement inconditionnel de la monnaie de 13 pays africains au franc français à un taux d'échange garanti était, certes, une protection sous un parapluie néo-colonial qui offrait l'avantage de se mettre à l'abri de l'inflation et de la concurrence internationale. Accepter la dévaluation était accepter la prédominance de l'économie et de la mondialisation sur la protection de l'ancienne métropole, sous la pression de la réalité (déficits, surévaluation intenable, etc.). Cependant, le fait que cette dévaluation se soit réalisée en bloc prouve que les régimes africains ont voulu garder l'aspect essentiel de la zone franc, à savoir, que la possibilité de création prédatrice de monnaie nationale soit retirée de la souveraineté nationale pour dépendre de la décision de 13 présidents africains¹⁵. La dévaluation était fort contestée dans la région et, surtout, par les citoyens et la classe de fonctionnaires qui profitaient le plus de la situation de surévaluation. Pourtant, elle fut un succès selon les dires du premier ministre de la Côte d'Ivoire, *Kablan Duncan*.

Dans un article-interview dans Jeune Afrique intitulé «*Faut-il croire au miracle?*»¹⁶ il confirme la reprise vigoureuse de l'économie ivoirienne avec un taux de croissance de 7% en 1995 et en 1996. Et, du point de vue de l'équité, l'aspect le plus critique des réformes d'ajustement, se dessine une nette amélioration. Les agriculteurs principalement, qui constituent la majorité de la population, ont profité de la croissance en voyant leurs «*revenus augmenter de 40% après la dévaluation*». Ces résultats prédits par la théorie de l'ajustement et de la dévaluation de la Banque et du Fonds Monétaire ont convaincu une nouvelle classe de politiciens. L'Ouganda et de son président Yoweri Kaguta Museveni sont les exemples les plus éclairants de cette concordance entre, d'une part, la nécessité de s'inscrire dans la

¹⁴ JEUNE AFRIQUE, septembre 1996.

¹⁵ MARYSSE, S., DE HERDT, T., NDAYAMBAJE, E., "Rwanda. Appauvrissement et ajustement structurel", *Cahiers Africains*, n°12, Bruxelles, Institut Africain CEDAF, Paris, L'Harmattan, 1994.

¹⁶ JEUNE AFRIQUE, 23 août 1997.

mondialisation exigée par les IFI, et, d'autre part, l'intériorisation de ces mesures et leur nécessité. Dans un article intitulé «*Museveni, ce que j'attends des Américains*»¹⁷, Museveni réfère aux succès économiques de son pays, succès d'ailleurs largement répandus et cités en exemple de par le monde¹⁸. Depuis six ans, le taux de croissance annuel moyen oscille aux alentours de 6% et atteint 8% ces deux dernières années. «*Nous n'avons besoin que de deux choses: d'infrastructures et d'investissements. Le reste, nous nous en chargeons. Ils (les investisseurs américains) pourraient gagner beaucoup ici, et en même temps nous aider*». On lui retorque «*Qu'il parle comme un homme d'affaires traditionnel*». Ce à quoi il répond «*Ce qui est traditionnel aux Etats-Unis est révolutionnaire en Afrique. La société africaine est préindustrielle, quasi féodale, les théories capitalistes y paraissent forcément révolutionnaires*». Il passe très brièvement sur les questions politiques «*Il a instauré "une démocratie sans parti"... tant que l'Ouganda n'aura pas de classe moyenne, les gens seront tentés de voter en fonction de considérations tribales et non point économiques.*» L'idéologie économique lui semble plus importante au niveau du discours. Voici son nouveau credo sur le développement africain. «*Je ne veux pas davantage d'aide? Je veux de l'investissement. Un groupe britannique (...) nous paie à lui seul 42 millions USD d'impôts. Imaginez un peu si mille sociétés nous versaient chacune 42 millions USD... On a fini d'admettre, des deux côtés de l'Atlantique, que l'aide au développement était incapable de résoudre les problèmes de l'Afrique. L'aide ne peut pas apporter ce dont le continent a le plus besoin: des investissements étrangers, des rentrées fiscales, des infrastructures modernes...*». Le président est convaincu que la croissance économique (et donc l'investissement étranger dans son discours) est nécessaire, sinon «*Pas de routes, pas de recherche, pas de connaissances. Les progrès dans ces domaines ne viendront pas de l'aide, mais des cinq cents hommes et femmes les plus riches du monde répertoriés par la revue Fortune*» Cette version élitiste du "trickle Down" semble résonner comme de la musique aux oreilles des bailleurs de Fonds. Malgré la conviction de Museveni de la faillite de l'aide, son pays est celui de la région des Grands Lacs qui en reçoit le plus. Cependant, avec Museveni comme fer de lance en Afrique, l'enrichissement de l'élite au pouvoir se fera peut-être d'une manière productive. *Si le discours est en concordance avec les actes*, l'Afrique devrait connaître la fin de son pillage non reproductif par la classe au pouvoir.

Loin d'être un discours tactique de la part des leaders africains pour plaire aux bailleurs de fonds, il s'agit d'une pensée bien ancrée à partir des réalités africaines et, dans ce sens, il s'agit en quelque sorte d'une autre Afrique. Cette pensée est-elle prometteuse et quels sont les contrecoups de ce retournement dans le discours sur l'Afrique de la part des "nouveaux" responsables politiques? Ces questions seront examinées ci-après.

3.2. Logique de capital et logique de "stabilité"

L'accord de point de vue sur la nécessité de se conformer aux lois du marché entre les nouveaux leaders africains et les bailleurs de fonds ont incontestablement porté fruit. L'Ouganda et son président sont devenus les vedettes incontestables du redressement africain et reçoivent les éloges et... l'appui de tous bords. Dès 1987, Museveni accepte d'exécuter scrupuleusement le programme d'ajustement structurel (PAS). Les résultats économiques sont assez impressionnants mais pas uniques en Afrique. L'inflation a été réduite de 25,6% en 1986 à 10% par an en 1996¹⁹. L'Ouganda réalise une croissance du PNB de 8,5% durant l'année budgétaire écoulée (1995-1996) et 10% l'année précédente²⁰. La Banque Mondiale accepte de revoir sa dette extérieure en lui accordant le statut de "*Pays Fortement Endetté*". Non seulement l'Ouganda jouit d'une bonne réputation auprès des grandes institutions financières internationales, mais également auprès des étrangers et des investisseurs potentiels

¹⁷ JEUNE AFRIQUE, 22 avril 1997.

¹⁸ US EMBASSY, *op. cit.*, 30 juin et 8 août; IMF survey, 7 juillet 1997; CNUCED, *op.cit.*, 1997; *Financieel Economische Tijd*, 13 septembre 1997.

¹⁹ EURODAD (European network on debt and development) e-mail, eurodad@knooppunt.be, avril 97.

²⁰ *Financieel Economische Tijd*, 13 septembre 1997.

à Kampala qui accueillent favorablement les mesures favorisant la sécurité, la lutte contre la corruption et les détournements de fonds; la communauté asiatique et les a été rétablie dans ses biens et ses droits.

Si les bailleurs de fonds et les étrangers en Ouganda sont satisfaits de la situation et de l'évolution du pays, qu'en est-il de la population ougandaise? Il existe différentes manières de prendre le pouls du (mé)contentement populaire. Un premier baromètre de la satisfaction populaire pourrait être donné par des élections libres et représentatives. Un autre serait de voir si le développement économique va de pair avec un développement humain. Si les élections présidentielles en 1996 ont été libres et représentatives, avec trois quarts des votes exprimés en sa faveur, le président Museveni peut alors compter sur un grand soutien populaire. Mais ces élections et ce nouveau système politique reflètent-ils le consentement de la majorité? Si la démocratie ne s'identifie pas seulement au multipartisme (McPherson), les conditions minimales pour une démocratie sont la contestation du pouvoir, la participation, et la possibilité non-violente de révoquer le pouvoir en place. La réponse à cette question ne peut être donnée de manière satisfaisante dans le cadre de cet article et laissera forcément le débat ouvert. Une seconde manière de prendre le pouls du consentement populaire serait de voir si le développement économique impressionnant va de pair avec le développement humain. Le tableau suivant est constitué à partir des données extraites du rapport annuel du PNUD sur le développement humain en 1996.

Développement Humain en Ouganda et en Afrique Sub-Saharienne (ASS)

	OUGANDA	ASS
INDICATEUR DE DEVELOPPEMENT HUMAIN IDH (1)	1994: 0,238	1994: 0,380
CLASSEMENT PIB-IDH(2)	-19	
		ZAIRE
REDUCTION DU DEFICIT D'IDH	1970-1980: 0,2 1980-1992 : 7,3	1970-1980: 6,7 1980-1992 : 7,7
ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE EN ANNEES	1990 : 52 1994 : 40,2	ASS 1994 : 50 ZAIRE 1994: 53
MORTALITE DES ENFANTS DE -5 ANS (SUR 1000 ENFANTS)	1995 : 185	1995 : 174
APPORT CALORIQUE QUOTIDIEN PAR HABITANT : NORD=100	1965 : 77 1992 : 69	1965 : 75 1992 : 67
INSUFFISANCE PONDERALE DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS	1990-1996: 23	1990- 1996: 31
EFFECTIFS TOTAUX DES FORCES ARMEES 1985=100	1996: 250	1996: 107
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT TOTALE REÇUE EN % DU PIB	1994: 20,4	1994: 12,6

(1) Cet indicateur composé oscille entre 0 pour l'absence totale de développement humain et 1.

(2) classement PIB -classement IDH : les résultats positifs indiquent que le classement par pays selon l'IDH est supérieur au classement selon le PIB réel par habitant, les résultats négatifs indiquent le contraire.

Source: PNUD, *Rapport sur le développement humain*, 1996.

Le tableau et les données mentionnées plus haut indiquent qu'un décalage existe entre les résultats économiques et le développement humain. En effet, ce décalage est un indicateur de la théorie du "Trickle Down". La baisse de la durée moyenne de vie reste préoccupante: entre 1990 et 1994, elle a à nouveau baissé de 52 à 43 ans, période pourtant économiquement prospère. Comparée aux chiffres du "désastre" zaïrois où la durée moyenne de vie est de 53 ans en 1994, cette baisse pourrait susciter des questions. Nous analysons cette anomalie ailleurs²¹.

En matière de nutrition, l'Ouganda ne se situe pas au-delà de la moyenne africaine et ne concorde donc pas avec l'amélioration économique du pays. Enfin, le pays a accru ses effectifs militaires de 250%, part qui ne peut-être investie dans d'autres domaines de développement humain et qui s'élève considérablement au-dessus de la moyenne des autres états africains. Cette dernière observation pourrait confirmer la thèse selon laquelle l'Ouganda n'est peut-être pas uniquement appuyé pour ses performances économiques, mais également pour son rôle joué d'un point de vue géo-politique.

En conclusion, la performance économique de l'Ouganda est, certes, impressionnante. La performance en termes de développement humain est déjà beaucoup plus mitigée bien qu'en accord avec la "nouvelle" idéologie, selon laquelle la croissance et l'ordre intérieur priment avant tout, avant même que des avancées significatives soient possibles dans d'autres domaines. L'appui en termes d'aide à l'Ouganda ne peut pas s'expliquer uniquement par ses seules performances économiques mais également par son rôle géo-politique. Son implication dans les récents événements du Rwanda et du Zaïre, et les énormes pertes humaines qui ont suivi l'invasion du FPR au Rwanda en 1989, puis l'assassinat du président Habyarimana et la reprise de la guerre en 1994, et enfin, récemment, la guerre à l'Est du Congo-Zaïre, pourrait assombrir le succès ougandais. Enfin, la question qu'il reste à débattre est celle de savoir s'il s'agit d'un nouveau modèle "africain" de démocratie ou simplement à un système de parti unique (*pourquoi ic -laisser à Katrien?*).

²¹DE HERDT, T., MARYSSE, S., "Against all odds...", *European Journal for Development Research*, Frank Cass, London, 1997.

3.2.2. *Le modèle économique ougandais est-il exportable?*

L'exportation du modèle ougandais est-elle probable ou possible aussi bien sur le plan politique qu'économique? Au plan *politique*, les conditions internes et les trajectoires des sociétés sont tellement différentes que l'on peut émettre certains doutes quant à sa reproductibilité. Au *Rwanda*, il est peu probable qu'un régime sans assises suffisantes au sein de la population puisse assurer la paix à long terme. Actuellement, le Rwanda maintient sa paix en affectant à son armée la moitié des dépenses de consommation courante (salaires, biens et services)²². Ce n'est que grâce à l'appui massif de l'extérieur qu'il peut à la fois assurer une sécurité relative et l'énorme travail de reconstruction. Au *Congo*, la situation et la trajectoire politique sont toutes différentes. Tout d'abord, il n'existe pas de polarisation en deux groupes ethniques et la diversité géo-sociale y est beaucoup plus vaste et complexe. Ensuite, depuis la conférence nationale souveraine en 1992, ont émergé la liberté d'expression, l'apprentissage politique en matière de démocratie multipartite, et la constitution d'une société civile parfois structurée. Si la société civile et l'opposition non-violente n'ont pas permis un changement de régime ni d'enrayer le Mobutisme, des espaces de liberté et d'action se sont cependant créés et elles pourraient réagir et résister à certaines réformes actuelles menées par le gouvernement de Kabila.

Au plan *économique* les mêmes principes semblent être adoptés par les pays des Grands Lacs, à savoir se conformer aux nécessités de réforme économique avec un appel aux lois du marché, la privatisation des entreprises nationales et l'ouverture aux investissements privés étrangers. Cette politique portera-t-elle des fruits comme en Ouganda? Le *Rwanda* est d'abord confronté à la difficulté de reconstruire le pays après la guerre civile et il ne se maintient que grâce aux entrées d'aide à partir du crédit génocide. En effet, n'entre aucun apport d'investissement privé mais, par contre, la fuite de monnaie enregistrée dans la balance des capitaux semble indiquer que les investisseurs n'ont pas confiance dans le futur²³. Enfin, le Rwanda est confronté à d'énormes problèmes économiques structurels, à savoir, le manque absolu de terre et le manque d'emploi en dehors de l'agriculture. Il semble cependant que l'agenda plus ou moins caché d'accès à la terre vers le Congo pourrait être un enjeu futur dans la région. Dans ce sens, l'axe Museveni, Kagame et Kabila pourrait constituer une percée qui n'a pu se réaliser jusqu'à présent à cause des frontières nationales. Ce serait une percée sans égale en Afrique, mais les conditions restent extrêmement incertaines dans l'Est du Congo. Cela nous amène au dernier point de notre article.

4. LE CONGO ET LA MONDIALISATION: OPPORTUNITES, RESISTANCES ET HESITATIONS

Le Congo se trouve exsangue après 30 ans de régime de Mobutu, affaibli et déchiré pour négocier en position de force avantageuse dans la phase de mondialisation en cours dans le système mondial. Cette position constitue plutôt *son talon d'Achille du Congo, bien qu'il y ait un regain d'intérêt pour la rente minière*. De la deuxième économie de l'Afrique du point de vue industriel, il est relégué en queue de peloton comme si une guerre civile y avait sévi pendant plus de 10 ans... Comme disent les Kinois «*Le Zaïre commence avec un Z, la dernière lettre de l'alphabet*». Les chiffres appuient le dicton. Entre 1958 et 1993, la population a presque triplé, passant de 15 millions à 42 millions d'habitants, alors que la production par habitant a diminué de 65% par habitant²⁴. Selon la Banque du Zaïre, le PIB par habitant a surtout baissé à partir de 1988 et ce de 11,7% en moyenne par année avec un léger redressement en 1995. Pourtant, face à ce déclin économique sans précédent (du fait qu'il ne résulte pas d'une guerre (civile), l'économie formelle s'est muée petit à petit en solutions de tous bords, processus que l'on a appelé "*informalisation de l'économie*". L'économie s'est

²² ANDRE, C., *op. cit.*, 1997.

²³ ANDRE, C., *op. cit.*, 1997.

²⁴ "L'économie zaïroise: état des lieux", *Marchés Tropicaux*, 10 janvier 1997.

informalisé d'une manière étonnante²⁵. Que ce soit pour trouver une solution à la faillite du système bancaire (les cambistes) ou l'approvisionnement d'une ville comme Kinshasa avec ses 4,5 millions d'habitants²⁶, l'économie informelle devenait une solution. Dans les années 90, la moitié au moins de la valeur des transactions, des services et des marchandises n'était pas enregistrée dans les statistiques. Pourtant, la plupart des auteurs considèrent l'économie informelle comme un pis-aller ou un secteur poubelle qui disparaît avec le redressement économique²⁷.

4.1. La mondialisation et la course à la rente minière

Quelques articles sont parus au cours de ces derniers mois illustrant amplement l'engouement d'entreprises de différents "alois" pour la rente minière²⁸. Le centre le mieux documenté sur le marché mondial des minerais reste le "Raw Materials Group" de Stockholm. Nous allons extraire de ces articles certains points qui éclairent la logique et les rapports de force entre les acteurs de la scène minière congolaise.

Selon le "Raw Materials Group", l'industrie minière mondiale était en profonde mutation depuis les années 95-96 pour profiter des nouvelles opportunités qui s'offraient lors de la marée des privatisations après la guerre froide et pour faire face aux contraintes du secteur.

L'Afrique centrale représente un intérêt particulier parce que le travail d'exploration des gisements est réalisé et qu'ils constituent les seules ressources encore facilement exploitables et donc une production possible à des coûts réduits, un atout important dans un monde dominé par la concurrence. L'Afrique du Sud exploite son or depuis cent ans déjà et deux tiers de ses réserves sont épuisées. Le tiers restant est plus coûteux à exploiter. La célèbre société Barrick Gold Corporation, deuxième producteur d'or après la société sud-africaine Anglo-American, se vante de maintenir les coûts de production à 180 USD par once alors que le coût moyen dans l'industrie s'élève à 270 USD. Par ailleurs, elle annonce une réduction supplémentaire de 10% dans les trois ans à venir. Ceci ne présage pas de flux important de revenus pour le Haut-Zaïre. Une fois de plus, la question sera de voir les conditions sous lesquelles ces entreprises vont opérer. Ces conditions dépendent du pouvoir de négociation et des intentions de développement du nouveau gouvernement congolais.

Illustrons la logique et rapports de force de négociation par l'exemple du secteur du *diamant*. Le secteur diamantaire était le dernier à fonctionner et représentait la principale source de devises pour le Zaïre. Avec ces rentrées de 200 millions USD en moyenne dans les années 90, il représentait à peu près la moitié des rentrées en devises officielles. Comme ce secteur fut déréglementé à partir de 1982, le secteur informel, du creuseur artisanal aux contrebandiers, "produisait" le même montant de devises qui entraient dans le circuit informel non-enregistrées²⁹. Ces injections informelles de diamants, de pair avec la contrebande russe, perturbaient quelque peu le marché mondial du diamant. Elles risquaient de constituer un véritable marché. Elles gênaient le contrôle du marché mondial par le CSO (Central Selling Organisation), filiale de la Compagnie *De Beers*, elle même incorporée à *Anglo American Corporation*. De la fin des années 70 jusqu'à présent, la CSO achetait et assurait 80% de la production mondiale, mais sa part tendait à baisser à cause de la contrebande. Selon le *Mining Journal* du 22 novembre 1996, la part de la contrebande était estimée à 10% de la production mondiale (9,69 sur 105 millions de carats). Les trois quarts de

²⁵ DE HERDT, T., MARYSSE, S., "Le secteur Informel au Zaïre", *Cahiers du CEDAF*, Paris, L'harmattan, 1996.

²⁶ LUZOLELE, L., *Tradition et modernité dans la commercialisation des produits vivriers à Kinshasa. Le cas des par-colis dans la sous région de Lukaya*, Anvers, Université d'Anvers, mai 1997.

²⁷ *Marchés Tropicaux*, 10 janvier 1997; MATON, J., *Zaïre, vers une nouvelle stratégie de coopération? Colloque des 10 et 11 mars 1994. Rapport de synthèse et résumé*, Bruxelles, AGCD, juillet 1994.

²⁸ "Les transnationales minières à l'assaut du Zaïre comme du Congo", *Info-Zaïre*, 1997, 8p.; KENNES, E., *L'Etat zaïrois et la guerre de l'Est*, Centre des Grands Lacs, Université d'Anvers, 1997; *Marchés Tropicaux*, 10 janvier 1997; PELEMAN, J. *op. cit.*, 1997; STEINBERG, J., "Georges Bush, Heart of Darkness", *Executive Intelligence Review*, January, 1997.

²⁹ DE HERDT, T., MARYSSE, S., *op. cit.*, 1996.

ces ventes provenaient ou passaient par le Zaïre. Pour contrer ces injections incontrôlées, la CSO, avec son quasi-monopole, a fait baisser les prix de 14%. Les gouvernements africains ont toujours essayé de se soustraire à cette influence, sans grand succès par ailleurs. Tant l'Angola que le Zaïre ont dû se soumettre aux règles de la CSO.

Que fera l'AFDL? Quand elle a pris Kisangani, les comptoirs ont été fermés; et après le refus de *De Beers* de reprendre l'activité, l'AFDL a permis à l'*American Diamonds Buyers*, société soeur de l'*American Mining Fields*, d'acheter tous les diamants de la région pour 100.000 USD par jour. *Mwapanga Mwana Nanga*, commentant la transaction, affirmait qu'*Anglo American* et *De Beers* seraient toujours libres de travailler au Congo, mais plus en position de monopole. Une affirmation d'autonomie du nouveau gouvernement, certes, bien qu'il semble que *American Diamond Buyers* soit indirectement contrôlé par... *De Beers* et *Anglo-American*.

Comparons cette volonté d'autonomie à la transaction la plus commentée par l'AFDL, celle de la concession de cuivre et de cobalt de Tenke Fugurume au groupe canado-suédois *Consolidated Eurocan Ventures* dont le propriétaire principal est Adolf Lundin. Cet accord est remarquable à plusieurs de points de vue. Tout d'abord, parce que la production future de Tenke s'élèverait à 800 millions USD par année dans les conditions optimales de production à partir de 2008, représentant à elle seule plus du triple des ventes officielles actuelles de diamants. Ensuite, l'investissement de 250 millions USD d'*Eurocan* est le plus gros investissement au Congo depuis la moitié des années 70. Ceci surprend surtout parce que l'AFDL a ainsi court-circuité les négociations en cours sous Kengo avec les entreprises sud-africaines *Isacor* et *Gencor*, contrôlées par *Anglo American*, spécialistes en matière d'extraction, en comparaison avec *Eurocan*. *Eurocan* serait-il en mesure de faire ce qu'il projette ou des raisons spéculatives sont-elles plutôt à la base de ses agissements? L'AFDL a, ainsi, marqué son autonomie mais également sa faiblesse parce que l'on sait que Eurocan lui a immédiatement versé 50 millions USD, argent dont l'AFDL avait grandement besoin pour financer la guerre et effectuer ses premières dépenses lors de la prise du pouvoir, comme le versement des salaires des fonctionnaires pour le seul mois de mai. La moitié de cette somme a été affectée au paiement des salaires à la Gécamines.

Enfin, en nationalisant une nouvelle fois *Sizarail* et en mettant en prison son PDG, Patrick Claes, l'AFDL semble vouloir s'affirmer à nouveau. Elle pourrait entendre contrôler elle-même le transport sur cet axe vital de dégagement des matières premières. L'AFDL pourrait également signifier par là qu'elle considère comme inexistantes les contrats de privatisation avant son avènement au pouvoir. Cependant, ce coup de force risquerait de se retourner contre elle. Non seulement elle nationalise à nouveau une entreprise qui avait prouvé son bon fonctionnement là où les entreprises nationales avaient échoué, mais elle donne un signal décourageant aux investisseurs potentiels. Le Congo a également besoin d'investissements ailleurs que dans les seules entreprises minières où les effets en amont et en aval sont fort réduits. Dans ce sens, la thèse de l'Afrique des comptoirs n'est pas exclue. Mais si l'AFDL poursuit une course inconséquente, elle risque d'attirer uniquement les capitaux qui cherchent à se procurer la rente minière. Ce serait la répétition de l'histoire du Zaïre après 1974 où, une nouvelle fois, la population paierait la facture. Les perspectives de performances économiques au Congo sont réduites par rapport à celles du modèle ougandais en matière économique et c'est la raison pour laquelle certaines entreprises hésitent.

4.2. En guise de conclusion: opportunités, hésitations et limitations de la mondialisation

Il serait beaucoup trop simple de réduire la guerre de libération du Congo à une vaste conspiration du capital international réduisant la politique des Etats-Unis et les acteurs régionaux aux seuls intérêts de l'accumulation du capital. Mais l'autre thèse selon laquelle, «la guerre a été depuis le début jusqu'à la fin une histoire des africains», comme prétend Nyerere, n'est, certes, pas non plus le reflet de la réalité. Dans la géo-politique, apparaît un glissement vers le commerce et les investissements au détriment de l'aide mais ce glissement méconnaît l'apprentissage réel de la population de sa prise en charge et le début de la naissance d'une classe indigène d'entrepreneurs. Dans une première étape, qui peut prendre

du temps, la *“nouvelle classe dirigeante”* a grandement besoin de revenus pour pacifier et stabiliser le pays. Cette nécessité pressante les met à la merci du plus offrant qui a une logique de profit et pas nécessairement de production, mais certainement pas de prise en charge du développement humain d'un pays, lequel exige des moyens qui les dépassent. Vu le caractère intensif en capital et le peu d'effets en amont et en aval de cette production minière, la croissance risque de se concentrer dans des îlots de développement.

Cette évolution pourrait être évitée à condition qu'il existe un climat de confiance et d'assises populaires. Le désengagement de l'aide internationale, les hésitations du régime, les factions et intérêts divergents des acteurs régionaux sont autant de facteurs qui ont permis cette guerre de *“libération”*, mais ils sont également autant d'obstacles qui pèsent actuellement sur une insertion dans le processus de mondialisation. Si ces obstacles ne peuvent pas être surmontés, un *“développement”* africain sur le dos des Africains risque de se produire.

Anvers, novembre 1997